



## Intégrer les défis fiscaux des commerçants du marché local dans les campagnes de justice fiscale internationale

Résumé du document de travail 80 de Kas Sempere

### Définir la justice fiscale localement

Au sens large, la « justice fiscale » explore des systèmes fiscaux favorables aux pauvres et à la redistribution, capables de réduire les inégalités. Il s'agit d'un processus transparent de collecte en faveur des pauvres (ceux qui ont moins, paient moins) et de dépenses en faveur des pauvres (ceux qui ont moins, reçoivent plus), notamment par le biais des services publics.

La justice fiscale est devenue un concept populaire aux niveaux international et national. Des rapports et des campagnes ont notamment exposé l'injustice des paradis fiscaux et les allègements fiscaux néfastes. Pourtant, l'idée de justice fiscale au niveau local est moins connue et plus de choses doivent être mises en place pour la développer.

Pour beaucoup de personnes vivant dans la pauvreté, y compris les commerçants du marché dans le secteur informel, l'impact des campagnes pour mettre fin aux paradis fiscaux et à la mauvaise concurrence fiscale peut sembler trop éloigné de leurs vies et leurs luttes fiscales quotidiennes. Comment définissent-ils la « justice fiscale » et quelles difficultés incluent-ils sous cette bannière ?

### Justice fiscale locale et prestations de service public

Certaines ONG internationales ont intégré le niveau local dans leurs campagnes fiscales internationales en soulignant les avantages que les impôts recueillis auprès de sociétés multinationales peuvent avoir dans le financement des services publics.

Pourtant, la relation entre la taxe collectée et son allocation à des services publics n'est pas évidente - les effets de ricochets lorsque la collecte puis l'allocation ont finalement lieu sont susceptibles de devoir faire face à d'autres défis au niveau de la distribution, notamment les problèmes de corruption et d'inefficacité. Il reste difficile pour les gens, tels que les commerçants, pour voir relativement rapidement des améliorations dans leur vie.

### Justice fiscale locale et impôts du marché

Bien que le travail effectué sur les taxes dédiées aux services publics soit une étape importante afin d'intégrer le niveau local dans les campagnes internationales de justice fiscale, une autre option consiste à inclure les défis fiscaux que les gens luttant contre la pauvreté - tels que les commerçants du marché et les petits exploitants agricoles - vivent quotidiennement.

Intégrer les défis fiscaux soulevés par les personnes les plus touchées par la pauvreté est indispensable à leur mobilisation dans les campagnes et évite de parler en leur nom.

Les impôts du marché sont au cœur de la justice fiscale pour au moins deux raisons. Tout d'abord, les commerçants du marché informel jouent un rôle important dans l'économie. Par exemple, le FMI a identifié le secteur informel du Nigéria comme l'un des plus importants de l'Afrique subsaharienne comptant pour 50 à 65% de son PIB en 2017.

Deuxièmement, la fiscalité a une énorme pertinence pour leurs moyens de subsistance. Une manifestation de cette pertinence est

“ La justice fiscale est devenue un concept populaire aux niveaux international et national. ”

la longue histoire de l'activisme fiscal par les commerçants du marché au Nigeria. La dominance des femmes en particulier est bien documentée depuis 1929, quand des milliers de femmes nigérianes protestèrent contre les impôts directs inclus dans la règle d'administration coloniale « indirecte ». L'activisme fiscal se poursuit aujourd'hui.

## Réclamations fiscales et actions des commerçants du marché en dehors des campagnes

Divers défis fiscaux et demandes formulés par des commerçants existaient en dehors des campagnes. Ceux-ci comprenaient: la fiscalité multiple, les augmentations d'impôts soudaines et fortes, des taux d'imposition uniformes indépendamment de ce qui est gagné, la corruption fiscale et le harcèlement sur les marchés, le recouvrement des impôts locaux pour améliorer les services publics, et des demandes de réduction ou de suppression de l'impôt pour les femmes ou les veuves.

De la même façon, les actions fiscales entreprises par les commerçants en dehors de la campagne vis-à-vis des autorités fiscales pourraient être classées dans au moins trois groupes. Actions de petite résistance qui comportaient des petits désaccords sur les reçus fiscaux par les commerçants individuels avec des collecteurs d'impôts ainsi que des arrangements du stock imposable pour payer moins. Demandes et négociations impliquant des lettres et des visites aux autorités de la part des commerçants. Les actions de protestations comprenant la fermeture des magasins et la confrontation collective avec les collecteurs d'impôts à leur arrivée sur les marchés.

## Prise en compte des problèmes fiscaux des commerçants du marché – le cas de la campagne d'ActionAid au Nigeria

L'ONG ActionAid et son partenaire JDPC-Ondo ont, non sans difficultés, réussi à intégrer certaines créances fiscales des commerçants dans sa campagne au Nigeria pour la justice fiscale internationale, qui a débuté en 2013. La structure décentralisée et flexible de l'ONG a facilité les choses. Le personnel d'ActionAid

Nigeria et de son partenaire JDPC-Ondo étaient notamment relativement autonomes par rapport au plan stratégique de la campagne internationale dans sa globalité. Ils ont mené des thèmes de campagne qui ne faisaient pas initialement partie de la planification de la campagne, tels que les problèmes de multiples fiscalités (être taxé plus d'une fois pour le même motif en raison d'un déficit d'harmonisation de la perception fiscale entre les niveaux administratifs) soulevés par des commerçants en dehors de la campagne.

L'ordre dans lequel les campagnes de revendications ont été introduites a été également important. La taxation multiple avait été discutée avec les commerçants au cours de la campagne, avant que n'arrivent les problématiques de campagnes d'entreprises internationales et nationales telles que l'évasion fiscale et les primes fiscales. Les réclamations initiées par des commerçants sont probablement le meilleur point de départ pour faire en sorte que la campagne soit solide, efficace et leur appartienne. Les réclamations avec des cibles éloignées fonctionneront probablement mieux à un stade ultérieur de la campagne – ou du moins, au moins en même temps – une fois que la mobilisation locale aura été consolidée.

La campagne a également réussi à intégrer les demandes des commerçants en tant que campagne locale tout en portant ces questions devant les autorités fiscales à l'échelle nationale. Simultanément, les aspects nationaux et internationaux tels que l'évitement fiscal et les mauvaises incitations fiscales étaient visibles localement.

Certes, on aurait pu en faire plus en incluant encore plus de demandes des commerçants telles que les augmentations d'impôts soudaines et fortes et le harcèlement fiscal. En outre, la campagne aurait pu soutenir les actions des commerçants – pas uniquement leurs revendications – telles que leurs visites et lettres aux autorités gouvernementales et même leurs grèves fiscales si, et quand, cela rentrait dans l'éthique de la campagne.

Dans l'ensemble, cependant, le travail d'ActionAid est un exemple positif pour les autres campagnes pour la justice fiscale prêtes à donner une voix plus forte aux commerçants et à leurs problèmes fiscaux spécifiques.

## Bibliographie

Sempere, Kas (2018), 'Tax Unrest in the Market Place: the Local Side of ActionAid's International Tax Justice Campaign in Nigeria', ICTD Working Paper 80. Brighton: May.

## Crédits

Cet article a été écrit par Kas Sempere. Kas a enseigné et recherché à la l'université polytechnique de Valence, Espagne (2009-2015) et à l'IDS pendant son doctorat (2012-2015). Kas collabore actuellement avec l'ICTD sur une étude sur le genre, la fiscalité et les commerçants des marchés au Nigeria (Akpan et Sempere 2018, à venir).

L'ICTD est financé avec l'aide britannique du gouvernement britannique et de la Fondation Bill & Melinda Gates; cependant, les vues exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements du Royaume-Uni. Les lecteurs sont invités à citer et à reproduire le contenu de la série. En contrepartie, l'ICTD demande à être dûment citée et ces citations doivent être référencé comme ci-dessus.

Traduit en Français par Cyrielle Havard-Bourdais.



L'ICTD est basé à l'Institut of Development Studies, Brighton BN1 9RE UK.

© ICTD 2018